

STOCKAGE DU FLUX DEVELOPPEMENT

Règlement de consultation

Réponse attendue pour le 26 septembre 2025 à 17h00

Juillet 2025

MAJ_version à jour 05092025

Sommaire

Table des matières

I.	Objet et condition de la consultation	3
II.	Droits et obligations du Lauréat.....	6
III.	Modalités de candidature et sélection	8
IV.	Contractualisation.....	12
V.	Précisions juridiques	13

I. Objet et condition de la consultation

1. Contexte

Citeo est un éco-organisme agréé pour la filière de responsabilité élargie du producteur d'emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphiques (EMPG), ayant pour mission de réduire l'impact environnemental de ces déchets, en proposant des solutions de réduction, de réemploi, de tri et de recyclage.

Depuis le 1er janvier 2023, les éco-organismes agréés de la filière EMPG ont l'obligation de reprendre, auprès de l'ensemble des collectivités locales productrices, trois flux de plastiques :

- Le flux développement rigide,
- Le monoflux plastique rigide, et,
- Le flux développement souple de films PE/PP.

Au titre de son agrément, Citeo organise la reprise des flux plastiques dans le cadre de son offre « Reprise Titulaire ».

Pour la mise en œuvre de la Reprise Titulaire, Citeo a recours aux services de prestataires tiers pour :

- Transporter l'ensemble des flux de déchets à trier et valoriser ;
- Surtrier les standards le nécessitant : flux développement rigide et monoflux plastique rigide;
- Assurer le recyclage de l'ensemble des flux de déchets.

2. Objet de la consultation

Dans le cadre de la « Reprise titulaire », Citeo souhaite pérenniser des espaces de stockage temporaires des flux plastiques en cas d'indisponibilité opérationnelle des sites de réception.

L'objectif de la présente consultation est l'attribution de Marchés à bons de commandes à des titulaires pouvant mettre à disposition des espaces de stockage conformes à la réglementation en vigueur, ayant une capacité d'accueil rapide pour répondre aux besoins urgents.

Afin d'assurer une continuité de service et anticiper les situations de surcharge, cette consultation vise à sélectionner un site principal pour chaque lot (cf. chapitre I.5), qui sera activé en priorité, et un ou plusieurs sites secondaires pouvant intervenir en cas d'indisponibilité du site principal ou de saturation.

3. Calendrier de la consultation

- Lancement de la consultation : Juillet 2025
- Transmission de la réponse à la consultation : le 26 septembre 2025 à 17h00
- Attribution : Octobre 2025
- Début de la prestation : T4 2025

4. Etendue de la consultation

Le détail des prestations confiées dans le cadre cette consultation est explicité en Annexe 1 - Cahier des charges techniques.

Le Marché est structuré autour d'un site principal et de sites secondaires. Le site principal sera priorisé pour recevoir les flux et fera l'objet d'un contrat cadre avec une rémunération régulière garantissant une capacité de stockage réservée. Les sites secondaires, activés uniquement en cas d'indisponibilité ou de saturation du site principal, fonctionneront sur une base de tarification forfaitaire par utilisation.

Ces prestations devront répondre aux exigences réglementaires (notamment celles de la rubrique ICPE 2714), assurer une gestion rapide et efficace des flux, et offrir une flexibilité opérationnelle adaptée aux urgences.

Le site principal fera l'objet d'une grille tarifaire dédiée, distincte de celle applicable aux sites secondaires. Les détails de cette organisation seront précisés dans les grilles tarifaires (Annexe 2 - Formulaire de réponse valant mémoire technique et offre financière) et devront être respectés par les candidats.

5. Décomposition en lots

Le périmètre de la consultation se limite aux zones géographiques pressenties à un besoin de stockage d'urgence. Il est prévu une décomposition en 5 lots. La composition régionale et la typologie de sites de chaque lot est précisée dans le tableau ci-dessous :

LOT	REGIONS	NOMBRE DE TITULAIRES
1a	Hauts France Bourgogne - Franche - Comté Grand Est Ile de France	Jusqu'à 2 sites principaux
1b	Hauts France Bourgogne - Franche - Comté Grand Est Ile de France	Jusqu'à 3 sites secondaires
2a	Auvergne – Rhône – Alpes	Jusqu'à 2 sites principaux
2b	Auvergne – Rhône – Alpes	Jusqu'à 3 sites secondaires
3b	Bretagne Normandie Pays de la Loire Centre – Val de Loire	Jusqu'à 3 sites secondaires

Ces lots peuvent donner lieu chacun à un ou plusieurs Marchés :

- Pour les lots 1a et 2a : le marché peut être multi-attributaire avec deux (2) titulaires maximum
- Pour les lots 1b, 2b et 3b : le marché peut être multi-attributaire avec trois (3) titulaires maximum

Pour vous positionner sur un lot, le site (adresse/code postale/ ville) doit être implanté dans une des régions composant le lot (voir colonne Régions du tableau ci-dessus). Les sites implantés hors des régions mentionnées dans le tableau ci-dessus ne sont pas éligibles à cette consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que Citeo ne garantit pas la réception des tonnes aux sites qui seront sélectionnés, sur la durée du Marché.

II. Droits et obligations du Lauréat

Les droits et obligations du Lauréat seront précisés dans le contrat de prestation conclu avec Citeo.

6. Délai d'exécution

La durée du Marché est fixée à 3 ans, reconductible deux fois un (1) an.

- Pour les sites principaux : la Prestation démarre à la date de signature du Contrat relatif au stockage, et prend fin trois (3) ans plus tard.
- Pour les sites secondaires : la Prestation a lieu en cas d'indisponibilité ou de saturation du site principal. La Prestation fera l'objet de l'émission d'une commande par Citeo au fur et à mesure de la survenance de ses besoins. La commande précisera la date de démarrage desdites prestations.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Marché peut être clôturé pour cause de retrait ou non-renouvellement de l'agrément de CITEO, de suppression ou modification substantielle des standards concernés, et de suppression ou modification substantielle de la Reprise Titulaire.

7. Délai de validité des offres

L'offre financière et technique présentée dans la candidature est valable 6 mois à compter de sa réception. Elle est considérée comme ferme : les candidats ne pourront donc pas en modifier les caractéristiques, et elles sont susceptibles d'être acceptées par Citeo telles que remises.

8. Principes de rémunération

Le modèle de rémunération est en fonction de la typologie du site :

Type de site	Rémunération en l'absence de flux	Rémunération en cas de flux reçus
Site principal	Prix mensuel fixe pour réservation de l'espace dédié (€)	Prix stockage (€/ tonne / mois) + Prix réception/expédition (€)
Site secondaire	Aucune rémunération	Prix stockage (€ / tonne / mois) + Prix réception/expédition (€)

Le stockage (€ / tonne / mois) devra être facturé au prorata à compter du jour de réception sur le site.

En plus des tarifs liés au stockage, dans les cas où les balles ne peuvent être maintenues (ex : à la suite d'une caractérisation ou d'une non-conformité avérée), le prestataire devra assurer le transfert de la matière en vrac vers un centre de surtri Citeo. À cette fin, il est demandé aux candidats de remettre un tarif forfaitaire par rotation de benne, à destination de l'un des trois centres de surtri, le plus proche de leur site (cf. Formulaire de réponse valant mémoire technique et offre financière).

Les prix unitaires du présent marché, qui seront précisés au contrat, sont fermes sur toute la durée d'exécution du marché.

Les modalités de rémunération seront définies dans le contrat.

III. Modalités de candidature et sélection

9. Dossier de consultation

La consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation et,
- Les annexes :
 - Annexe 1 : Le Cahier des Charges Techniques
 - Annexe 2 : Formulaire de réponse valant mémoire technique et offre financière

10. Contenu de la réponse

Chaque dossier de réponse devra impérativement être composé des pièces ci-dessous. En cas d'indisponibilité d'un document n'étant pas de son fait, le candidat devra en justifier dans son dossier.

CITEO se réserve le droit de solliciter de la part des candidats tout complément.

Les dossiers de candidatures et des offres seront rédigés en langue française. Le contrat sera également rédigé en langue française, et soumis au droit français.

Candidature

- Attestation sur l'honneur que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales, et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir conformément à la législation en vigueur ;
- Un extrait Kbis à jour et daté de moins de 3 mois ;
- Les attestations de régularité fiscale, d'assurance, de vigilance URSSAF, et la déclaration des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail ;
- Les documents de conformité réglementaire pour la Prestation : Arrêté d'autorisation préfectorale, récépissé de déclaration ou d'enregistrement au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (comprenant la rubrique ICPE 2714)

En cas de candidat en groupement, ou recourant à de la sous-traitance, les pièces précitées devront être produites pour chacun des co-traitants/sous-traitants.

Offre

Le formulaire de réponse complété valant :

- Mémoire technique et
- Offre financière

Citeo écartera, les dossiers dont les candidatures et/ou les offres sont irrégulières et/ou inappropriées et/ou inacceptables et/ou anormalement basse dès lors qu'elles répondent aux définitions suivantes :

- **Offre irrégulière** : offre ou candidature qui ne respecte pas les exigences formulées le présent Règlement de consultation (incomplétude et hors délai notamment).
- **Offre inappropriée** : offre qui n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées par les documents de l'Appel d'Offres.

- **Offre inacceptable** : offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Offre anormalement basse** : offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Citeo informera les Candidats concernés de sa décision d'écarter leurs dossiers de réponse.

S'agissant d'un dossier de réponse dont la candidature ou l'offre est irrégulière, Citeo peut préalablement inviter le Candidat à régulariser sa candidature ou son offre.

L'offre inappropriée, en raison de ses caractéristiques, n'est pas remédiable.

En cas de suspicion d'offre anormalement basse ou inacceptable, Citeo invitera le candidat concerné à justifier le prix proposé, sans que cela ne modifie son offre, techniquement ou financièrement. Elle décidera ensuite d'écarter ou non cette offre comme anormalement basse ou inacceptable.

Les Candidats auront la possibilité de poser des questions uniquement par e-mail jusqu'à sept (7) jours avant l'échéance de remise des offres à l'adresse suivante : nafissatou.diop@citeo.com .

En fonction de la question posée, Citeo se réserve la possibilité, dans une optique d'égalité de traitement, de communiquer la réponse à l'ensemble des candidats.

Les dossiers de réponse dont la candidature ou l'offre n'a pas été écartée en application des éléments présentés ci-avant sont fermes. Les Candidats ne pourront donc pas en modifier les caractéristiques. Par conséquent, ils sont susceptibles d'être acceptés par Citeo telles que remis. Si nécessaire, Citeo pourra solliciter des Candidats pour qu'ils apportent certains éclaircissements à leurs offres, sans en modifier la teneur. En effet, la régularisation des offres ne peut être l'occasion pour les Candidats d'améliorer leur offre sur des points dont la régularité n'est pas en cause. Les caractéristiques substantielles des offres ne peuvent en aucun cas être modifiées.

11. Remise de la réponse à la consultation

La proposition devra être transmise à Citeo au plus tard le 26 septembre 2025 à 17h, par voie dématérialisée à l'adresse suivante : nafissatou.diop@citeo.com

Les candidats pourront faire parvenir, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres, leur question à Citeo, par voie dématérialisée. Dans la mesure où cette demande est jugée recevable par Citeo, une réponse sera alors adressée en temps utile aux candidats ayant retiré le dossier. Les réponses seront envoyées par voie dématérialisée à l'adresse du candidat.

Si nécessaire, Citeo pourra solliciter des candidats pour qu'ils apportent certains éclaircissements à leurs réponses à la consultation, sans en modifier la teneur.

Citeo se réserve par ailleurs la possibilité de négocier avec les candidats, selon les modalités qu'elle leur indiquera. Le cas échéant seuls les candidats de la liste restreinte définie ci-après seront admis à négocier :

- Pour les lots 1a, 2a : les candidats placés aux trois premières positions à l'issue de l'évaluation technico-financière des offres
- Pour les lots 1b, 2b, 3b : les candidats placés aux quatre premières positions à l'issue de l'évaluation technico-financière des offres

12. Référent de la consultation CITEO

Le chef de projet chez Citeo pour cette phase de consultation est Mme. Nafissatou Diop (nafissatou.diop@citeo.com).

13. Critères de sélection

Les réponses à consultation, le cas échéant après négociation et demande de pièces complémentaires, seront évaluées au regard des critères suivants :

Critères	Valeur
Technique	40
Caractéristiques techniques et administratives appréciées en tenant compte des réponses du formulaire (Annexe 2)	35
Disponibilité du site au regard du besoin de Citeo	5
Sociaux et environnementaux	30
Démarche sociale - Recours à l'emploi de personnes bénéficiant du dispositif d'insertion par l'activité économique prévu à l'article L. 5132-1 du code du travail	10
Principe de proximité (proximité d'un centre de surtri dédié Citeo)	20
Financier	30
Prix des prestations	30

14. Attribution

Citeo communique à chaque candidat le statut de sélection par courriel.

L'attribution intervient en application des critères visés au 13 (critères de sélection des offres). L'attribution se fait en faveur du(des) candidat(s) ayant obtenu le plus grand cumul de points, le cas échéant au terme d'une négociation.

La note technique, environnementale et sociale peut représenter au maximum 70 points et la note économique au maximum 30 points.

Citeo souhaite attirer l'attention des candidats sur le caractère éliminatoire des notes suivantes :

- Une note technique inférieure à 30/40, ou,
- Une note globale inférieure à 60/100

Aucune information relative à un candidat (offre, note, évaluation, etc.) ne sera donnée à un autre candidat, ni publiée, sous réserve des informations visées à l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement précité, et sans préjudice des dispositions légales en vigueur imposant une publication ou une transmission à l'autorité administrative compétente.

En conséquence, et en particulier, Citeo ne communiquera pas sa grille d'analyse, comportant l'évaluation de l'ensemble des réponses à consultation, aux candidats.

CITEO peut librement, et à tout moment, déclarer tout ou partie de l'appel d'offres sans suite ou infructueux. La décision est communiquée à l'ensemble des candidats.

15. Absence d'indemnisation pour participation à la consultation

Aucune rémunération ou indemnisation ne sera due aux candidats pour la participation à la présente consultation ou aux discussions techniques et commerciales, y compris en cas d'infructuosité, de renonciation à attribuer ou de modification de la consultation, en raison notamment de l'évolution des textes régissant l'agrément de Citeo.

Citeo est de ce point de vue libre de l'issue qu'elle donnera à la consultation, sans que son choix n'engage sa responsabilité vis-à-vis des candidats.

IV. Contractualisation

16. Projet de contrat

Suite à l'information du Lauréat, Citeo lui adressera un projet de contrat. Le contrat fera l'objet d'une validation entre les parties avant signature. Il ne fera pas l'objet de négociation, mais d'une mise au point éventuelle.

La signature du contrat par le Prestataire intervient dès que possible après la sélection, au plus tard dans un délai d'un mois après sa mise à disposition par Citeo. Cette dernière se réserve la possibilité d'accepter les signatures plus tardives au cas par cas. Les futures parties au contrat agissent en ce sens avec diligence afin de ne pas retarder la mise en œuvre de la mission.

Il n'existe aucun droit acquis à la signature du contrat par Citeo.

17. Pièces constitutives de l'appel d'offres

La hiérarchie des pièces de l'appel d'offres par ordre décroissant d'importance est définie comme suit :

- Le présent Règlement de consultation ;
- Les annexes au présent document à savoir :
 - Annexe 1 : Cahier des charges techniques ;
 - Annexe 2 : Formulaire de réponse complété par le candidat valant mémoire technique et offre financière

V. Précisions juridiques

18. Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les candidats, ainsi que ceux fournis par Citeo, le sont aux fins exclusives de la présente consultation. Ils ne peuvent être utilisés par la personne réceptrice à d'autres fins.

Les candidats demeurent, le cas échéant, titulaires des droits de propriété intellectuelle attachés aux réponses à consultation transmises à Citeo.

Citeo demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés aux documents constituant la consultation transmis aux candidats.

Les candidats et Citeo se garantissent réciproquement une jouissance paisible.

19. Confidentialité

Citeo et chaque candidat s'engagent réciproquement à assurer la confidentialité des données que chacun reçoit de l'autre dans le cadre de la présente consultation. La confidentialité ainsi définie couvre les éléments remis par les candidats à Citeo au titre des candidatures, mais également l'ensemble des documents constituant la présente consultation.

Ainsi, aucune information relative à un candidat (offre, note, évaluation etc.) ne sera donnée à un autre candidat, ni publiée, sous réserve des informations visées à l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement, tel qu'il résulte de la loi AGECE, et sans préjudice des dispositions légales en vigueur imposant une publication ou une transmission à l'autorité administrative compétente.

En conséquence, et en particulier, Citeo ne communiquera pas sa grille d'analyse, comportant l'évaluation de l'ensemble des réponses à consultation, aux candidats.

Sont incluses dans le périmètre de la confidentialité les sociétés affiliées d'un même groupe, ainsi que les personnes concourant aux activités du groupe potentiellement concernées par la présente consultation (tout administrateur, dirigeant, mandataire social, employé, prestataire, sous-traitant ou conseil d'une des parties à la consultation, ainsi que tout tiers agissant pour le compte de cette partie).

Il est fait exception à la confidentialité s'agissant des questions formulées par les candidats afin de mieux appréhender les documents de la consultation. Les questions/réponses agrégées sont diffusées à l'ensemble des candidats, et donnent le cas échéant lieu à une modification du règlement de consultation.

20. Recours à des tiers

Si le Lauréat du marché doit avoir recours à des tiers pour assurer l'exécution d'une partie de la prestation, il doit les faire agréer au préalable par Citeo.

A cette fin, il devra indiquer le nom des tiers proposés et justifier que leurs moyens et compétences sont équivalents à ceux proposés par le Lauréat dans sa réponse à consultation.

Dans tous les cas, les consignes de qualité, sécurité et de réalisation des prestations seront identiques à celles demandées au Lauréat, et ce dernier s'assurera de la répercussion de ses propres obligations au tiers considéré, afin de les lui rendre opposables.

Les pénalités imposées dans le cadre de ce marché seront appliquées au Lauréat quand bien même le manquement sanctionné incombe à son(ses) sous-traitant(s).

Annexes

Annexe 1 : Cahier des charges techniques

Annexe 2 : Formulaire de réponse valant mémoire technique et offre financière